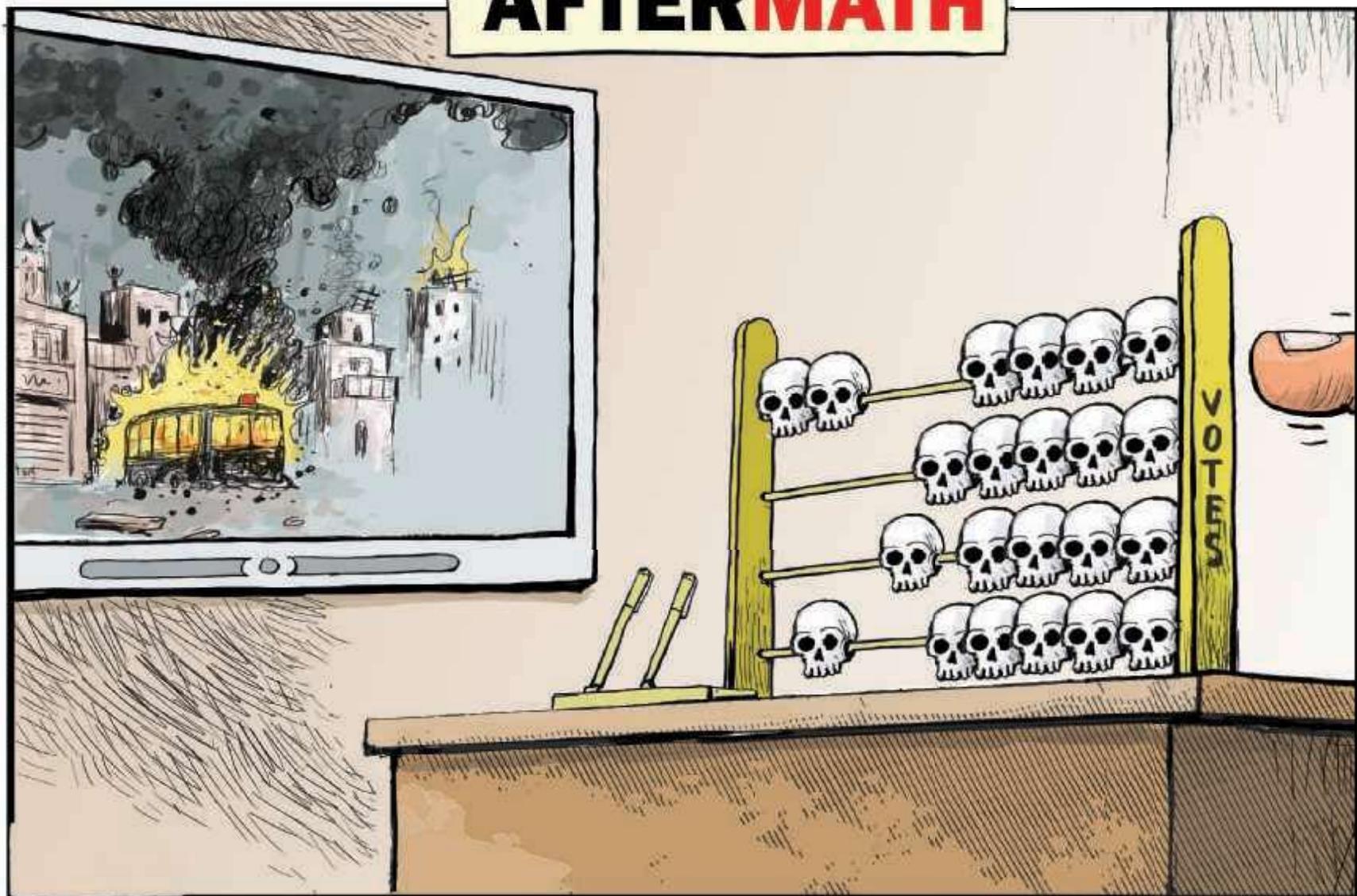


AFTERMATH



Inde. Une république en déliquescence

Le 24 février, un dirigeant du BJP, le parti au pouvoir, a appelé à déloger les personnes faisant un sit-in contre la loi sur la citoyenneté dans le nord-est de Delhi, qui regroupe des quartiers musulmans. Il n'en fallait pas plus pour inciter des groupes d'hindous munis de bâtons, de barres de fer et d'armes à feu à fondre sur les


FOCUS

manifestants, sous les yeux de la police, restée impasse. La loi en question est jugée discriminatoire et anticonstitutionnelle par ses détracteurs car elle exclut la naturalisation des musulmans. Les victimes de cette attaque – près de 50 morts et des centaines de blessés – sont, dans leur majorité, musulmanes.

—The Indian Express Bombay

L'Inde sombre dans les ténèbres, dans l'horreur et le désespoir. Les émeutes qui se déroulent à Delhi n'ont rien d'une aberration tactique, d'une sorte de relâchement involontaire. Il y a un moment déjà qu'elles couvent, et elles incarnent cet avenir que nos classes dirigeantes nous ont concocté, avec notre aide et notre soutien. L'idée est de pulvériser la république indienne telle que nous la connaissons pour la remplacer par un régime qui se nourrit de la cruauté, de la peur, des divisions et de la violence. Alors même que la politique de la vengeance commence à s'imposer, il est essentiel de ne pas oublier la dynamique qui a conduit à ce moment.

C'était une évidence dès le début, jamais le CAA [Citizenship Amendment Act, loi sur la citoyenneté votée fin 2019] n'a eu pour objet de résoudre le problème des réfugiés non musulmans venus de pays voisins. Cela aurait pu être réalisé avec un projet de loi qui n'aurait pas fonctionné sur la base de

la discrimination religieuse et n'aurait pas associé identité religieuse et obtention de la nationalité. Les autorités ont eu beau prétendre que le CAA, le NRC [registre de population en Assam excluant de la citoyenneté ceux qui ne peuvent prouver leur filiation indienne] et le NPR [extension nationale du NRC] ne seraient pas liés, elles n'ont jamais été crédibles. Il en a résulté une cruauté civique de la pire espèce, qui a vu des millions d'Indiens de la rue, en particulier les musulmans, redouter la conséquence que ce processus pourrait avoir sur eux. On ne saurait ignorer le spectre abominable des camps [bientôt terminés en

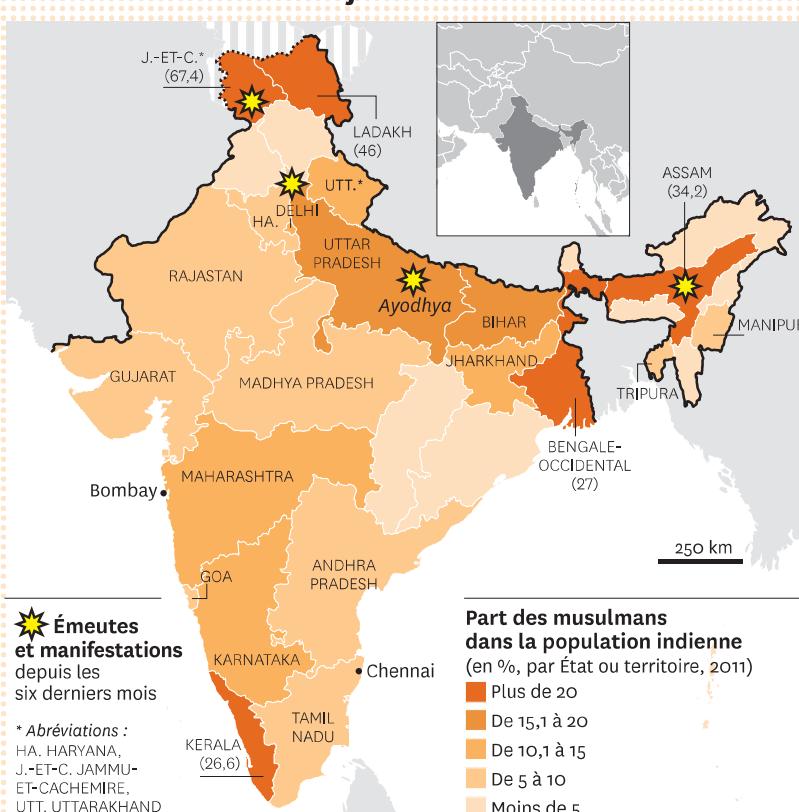
Cette contestation pacifique, emmenée par les femmes, les minorités et les étudiants, s'appuie sur la Constitution.

Assam, pour regrouper les "illégaux"]. Il était facile de mettre un terme aux manifestations et aux violences. C'est du reste encore possible, si le gouvernement s'engage à appliquer des lois qui ne seront pas synonymes de discrimination et un processus qui ne menacera pas les droits de qui-conque vit en Inde. En refusant de le faire, le gouvernement a humilié les minorités tout en laissant s'envenimer les choses.

C'est la Cour suprême qui a porté le coup le plus terrible. En refusant d'émettre un message sans équivoque sur les droits fondamentaux de l'habeas corpus, les mécanismes de protection contre la détention préventive, elle a sapé la Constitution qui nous unit tous. En se plaçant systématiquement du côté du gouvernement sur presque tous les sujets, en retardant les audiences sur quelque chose d'aussi crucial que la discrimination, en entonnant des odes à la gloire du "grand leader", elle a brisé tous les espoirs d'un arbitrage constitutionnel. Les citoyens ont dû se tourner vers d'autres solutions non violentes pour manifester au nom de leurs droits.

Cette contestation pacifique, emmenée par les femmes, les minorités et les étudiants, n'a jamais dévié de son engagement non violent et constitutionnaliste. Et ce malgré les provocations répétées et le fait qu'il est légalement difficile de manifester en Inde. Des violences ont eu lieu dans des États comme l'Uttar Pradesh [faisant 20 morts]. Lesquelles ont servi de prétexte au déchaînement d'une répression et d'une cruauté sans précédent de la part du gouvernement. Plus les manifestations durent, plus le risque est grand qu'elles ouvrent la voie à l'intervention d'éléments radicaux. En fait, les autorités guettaient le moindre signe de cette radicalisation, et des responsables comme Waris Pathan [ancien représentant suspendu d'un parti régional musulman par l'assemblée du → 36

Les musulmans indiens face à "l'hindutva"



Chronologie

LES MUSULMANS VISÉS PAR MODI

26 mai 2014 — Narendra Modi, président du Parti du peuple indien (BJP), remporte les élections générales et devient Premier ministre. Ce nationaliste hindou, formé sur les bancs de l'Association des volontaires nationaux (RSS), réseau idéologique d'extrême droite, a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti et dirigeait depuis 2001 l'État du Gujarat, où il s'est illustré en laissant éclater en 2002 des pogroms antimusulmans qui ont fait 2 000 morts. Le scrutin de 2019 lui accorde un second mandat.

6 août 2019 — Le gouvernement Modi obtient du Parlement la suppression de l'article 370 de la Constitution, qui conférait une semi-autonomie au Jammu-et-Cachemire, seul État de l'Inde à majorité musulmane, et en fait un simple territoire directement rattaché à Delhi. Les réseaux téléphoniques et Internet sont coupés, les principaux dirigeants politiques locaux arrêtés.

31 août 2019 — Les autorités de l'Assam, État dirigé par le BJP et limitrophe du Bangladesh, publient un registre national de citoyenneté (NRC) sur lequel figurent 1,9 million de noms d'habitants, majoritairement musulmans, qui se voient obligés

de fournir la preuve qu'ils sont citoyens indiens. Faute de cela, ils seront considérés comme immigrés illégaux, apatrides et menacés d'être enfermés dans des camps de rétention construits à la hâte, avant expulsion. Le ministre de l'Intérieur, Amit Shah, annonce que le NRC va être généralisé au pays tout entier.

9 novembre 2019 — La Cour suprême de l'Inde, sous la pression des nationalistes hindous, ordonne la construction d'un temple hindou à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, sur les ruines de la mosquée de Babri, démolie par des fanatiques hindous en décembre 1992.

11 décembre 2019 — Le Parlement indien adopte la réforme de la loi sur la nationalité (Citizenship Amendment Act, CAA), qui exclut les musulmans originaires du Pakistan, de l'Afghanistan et du Bangladesh de l'accès à la naturalisation indienne. La loi suscite des manifestations contre ce qui est considéré comme une violation du principe laïc de la Constitution.

15 décembre 2019 — Alors que des manifestations contre le CAA et le NRC se déroulent à l'université musulmane Jamia Millia Islamia de Delhi, la police pénètre violemment sur le campus, frappe les étudiants et casse du matériel.

Contexte

L'"hindutva"

● ● ● L'idéologie à l'œuvre en Inde depuis l'arrivée au pouvoir, en 2014, du Parti du peuple indien (BJP) de Narendra Modi est fondée sur "l'hindouïté" (*hindutva*, en langue hindi). C'est l'idée que l'hindouisme est davantage qu'une simple religion, et que la nation indienne est exclusivement hindoue. Le concept a été échafaudé dans les années 1920 par Vinayak Damodar Savarkar, un idéologue d'extrême droite. Il est porté depuis lors par l'Association des volontaires nationaux (RSS), une milice et une structure d'endoctrinement de la jeunesse qui se présente comme la plus grande organisation de masse du monde, avec 5 à 6 millions de membres en 2014. Modi est issu de la RSS, dont le BJP est la vitrine politique depuis les années 1980. La RSS s'oppose au principe de laïcité, qui caractérise l'Inde et est inscrit dans la Constitution. 80 % des habitants de l'Inde sont hindous et 14 % musulmans, soit 200 millions de personnes.

20 décembre 2019 — Le mouvement d'opposition à la politique antimusulmane du gouvernement Modi s'étend. Dans l'Uttar Pradesh, État dirigé par un prêtre hindou extrémiste affilié au BJP, une vingtaine de manifestants tombent sous les balles de la police.

24 décembre 2019 — En prélude au recensement général de la population qui aura lieu en 2021, le gouvernement Modi décide de mettre à jour l'enregistrement national de la population (NRP), en posant à toutes les personnes vivant en Inde des questions sur leurs origines et sur celles de leurs parents.

5 janvier 2020 — L'université Jawaharlal Nehru de Delhi (JNU), bastion de la gauche, est prise d'assaut par une centaine d'émeutiers présumés appartenir au syndicat d'extrême droite proche du BJP, sous l'œil impassible de la police. Plusieurs étudiants et enseignants sont hospitalisés.

23 février 2020 — Sous l'impulsion d'élus du BJP, plusieurs quartiers musulmans du nord-est de Delhi sont pris d'assaut par des émeutiers, qui s'attaquent à des manifestants anti-CAA, à des mosquées et à des domiciles de musulmans. Quatre jours d'affrontements font 38 morts, dont certains par balle.



↓ Dessin d'Emad Hajjaj paru dans Al-Araby Al-Jadid, Londres.

35 ← Maharashtra] ou n'importe quel excité armé ne demandait pas mieux que de les satisfaire. Mais il est important de ne pas oublier que le gouvernement se sert de la peur du radicalisme comme d'un paravent, bien au-delà de la réalité du phénomène.

La vraie cruauté, dans tout cela, est dans la stratégie du pouvoir. À Delhi, les manifestants ont été autorisés à continuer à se rassembler dans le quartier de Shaheen Bagh. Non parce que le gouvernement avait radouci sa position, mais parce qu'il a cru pouvoir se servir des manifestations comme d'un prétexte pour attiser le ressentiment de la majorité : regardez donc ces minorités qui bloquent les routes et qui s'opposent aux droits des hindous, tel était le refrain. La campagne délétère du BJP pendant les élections [en 2019] à Delhi a eu tout du serpent qui se mord la queue.

Regardez donc ces minorités qui bloquent les routes et qui s'opposent aux droits des hindous, tel était le refrain.

Pour commencer, faisons preuve de discrimination. Puis veillons à ce qu'il n'y ait pas de rectification de la part des institutions. S'il y a des manifestations, nous les dénonçons comme autant de preuves de la perfidie des minorités, des intellectuels et autres prétendus éléments antinationaux. Ensuite, les dirigeants du BJP appellent au déchaînement de la violence, et quand celui-ci s'accomplit, nous en rejetons la faute sur les minorités. On n'a jamais été témoin d'un cercle plus vicieux.

Pendant ce temps, d'autres institutions nous ont joyeusement lâchés. Bien des journalistes courageux ont mis leur existence en danger pour nous informer de ce qui se passait sur le front. Mais en tant qu'institution, les médias n'ont pas su faire pression comme il le fallait sur les autorités. Ils sont trop admiratifs du ministre de l'Intérieur ou trop impressionnés par lui pour l'interpeller sur la question de la responsabilité la plus élémentaire. Les partis de l'opposition, eux, se sont retrouvés au mieux tétanisés, pour ne pas dire qu'ils étaient moralement en défaut.

C'est la première fois depuis l'indépendance que les minorités ne peuvent se tourner vers une formation ou une force électorale en quête d'une protection ne serait-ce que rudimentaire. Ce qui en dit long sur l'état de délabrement de la vie politique. Un tel vide ne pourra qu'être comblé par des forces imprévisibles.

En attendant, une grande partie de la société civile offre un spectacle de désolation morale. La légitimation et la banalisation de la violence à l'encontre des minorités et l'inversion des valeurs morales ont atteint un niveau sans précédent. Les gens se

réjouissent alors que "Jai Shri Ram" ["Gloire à Rama", invocation hindoue] soit devenu un appel au meurtre plutôt qu'à la piété.

On entonne l'hymne national alors que de terribles agressions sont perpétrées, que des mosquées sont nonchalamment "conquises". Et nous revenons à la barbarie, à un monde où la foule menace de vous dévêtir pour vérifier que vous avez le droit d'être considéré comme un citoyen. Le but est de nous dépouiller de toute décence, de l'humanité la plus fondamentale. La seule chose qui importe, c'est l'identité que l'on peut plaquer sur votre corps.

Ce basculement dans la brutalité ne se heurte qu'à une faible résistance. Sans parler de l'abdication de l'État. Quand le policier lui-même devient la victime du jeu auquel se livrent ses maîtres, il est certain que l'État aurait dû mettre beaucoup plus rapidement un terme aux violences s'il l'avait souhaité.

Les violences cesseront à Delhi, il faut l'espérer, mais elles ne constituent que le maillon d'une chaîne plus étendue. A en juger par la littérature sur les émeutes, celles de Delhi tiennent plus du prélude à un pogrom éventuel, ou du moins à une ghettoïsation. L'État cherche un prétexte pour déclencher la répression. Cette dernière vise de façon disproportionnée certaines communautés, en particulier leurs entreprises. La police et la classe politique se comportent en spectateurs, quand ils n'attisent pas les violences.

Il est encore temps pour le gouvernement d'agir comme il convient. Il doit garantir la loi et l'ordre avec équité et répondre aux angoisses sous-jacentes qu'il a lui-même engendrées. L'Inde va devoir mobiliser toutes ses forces pour résister à cette descente dans la barbarie. Sinon, notre république se muera en ce que veulent nos dirigeants : un charnier où pourrit notre moralité défunte, une nation qui se juge à l'aune des cruautés qu'elle peut infliger.

—Pratap Bhanu Mehta

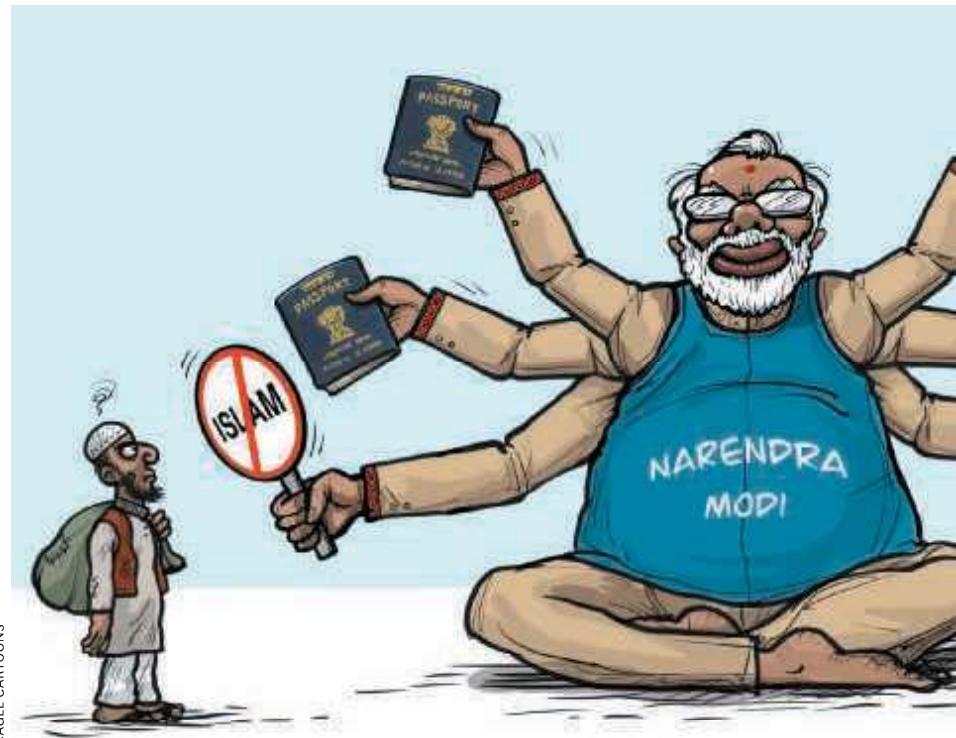
Publié le 27 février



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Les musulmans indiens manifestent en brandissant la Constitution". Un article de **scroll.in** décrit comment les manifestants contre la loi sur la citoyenneté, parmi lesquels beaucoup de femmes, revendentiquent la laïcité.



Les médias font le jeu de Modi

Le directeur du mensuel de qualité *The Caravan*, Vinod K. Jose, dresse un constat acerbe de l'état de la presse indienne, qu'il juge partisane et inféodée au régime de Narendra Modi.

—Outlook (extraits) New Delhi

Les médias indiens sont-ils de plus en plus polarisés autour de lignes idéologiques?

En tant que quatrième pilier (de la démocratie), le journalisme a naturellement pour vocation de s'aligner sur la vérité et la justice, d'être contre toute forme d'injustice et de dire la vérité au pouvoir. C'est un modèle qui incommode toujours les personnes au pouvoir, au sein des entreprises comme dans le monde politique. En Inde, cela se fait parfois sentir plus fortement, que ce soit pendant l'état d'urgence [décrété par Indira Gandhi de 1975 à 1977] ou maintenant. Parallèlement, nous avons constaté un renforcement de l'autocensure [des médias], et des problèmes liés à leur structure de propriété [une concentration accrue des titres] au cours des sept ou huit dernières années.

Pensez-vous que la situation soit la même que durant l'état d'urgence ou qu'elle soit pire?

Je crois que l'on n'a même plus la notion de la manière dont le journalisme doit

contribuer à renforcer l'espace démocratique. La différence entre l'époque de l'état d'urgence et aujourd'hui, c'est peut-être qu'actuellement trois éléments – les entreprises, le monde politique et un clivage idéologique beaucoup plus marqué – se conjuguent pour exercer des pressions sur les organismes de presse. Pendant l'état d'urgence, des informations étaient censurées et certains organismes se contentaient de véhiculer uniquement ce qu'Indira Gandhi ou son gouvernement souhaitaient. Nous avons désormais franchi un pas supplémentaire : l'espace médiatique est en train d'être détruit de manière astucieuse par des propriétaires et des leaders de la profession. Ces derniers sont désormais partie prenante du pouvoir et agissent comme s'ils étaient le prolongement idéologiquement engagé du gouvernement. Nous nous dirigeons vers un modèle totalitaire du journalisme, alors que, dans une démocratie, ce modèle devrait être fondé sur la responsabilité sociale, ou être libéral.

Pourquoi observe-t-on un tel changement? Outre les propriétaires/directeurs



de médias, faut-il aussi blâmer les journalistes?

Pour la plupart des propriétaires de médias aujourd’hui, le journalisme entre dans le cadre d’une diversification d’entreprises. Cela leur donne accès au gouvernement et leur confère une certaine position de pouvoir dans la société. L’activité des médias devient un commerce hégémonique où se concentrent les élites de castes. Le manque de diversité dans notre métier est une honte. Selon une étude récente, près de 86 % de la population indienne n’est pas représentée dans les centres de décision des salles de rédaction. Au cours des sept dernières années, l’émergence de politiques favorables au concept d’*hindutva* [“hindouïté”, concept utilisé par l’extrême droite] et de sa figure de proue, Narendra Modi, témoigne d’une lame de fond en faveur d’un nationalisme majoritaire qui pénètre de plus en plus les salles de rédaction indiennes. Oubliant à dessein l’esprit combatif de leur profession, les journalistes, dirigés par une élite, se plient facilement à ce discours politique, tout en tirant au passage quelques avantages.

Les résultats électoraux étant ce qu’ils sont [la réélection de Modi en 2019], la presse ne reflète-t-elle pas “l’humeur d’une nation”?

Le journalisme n’est pas un exercice de remplissage de contenu, ni une plate-forme qui refléterait un consensus ou se ferait l’écho de certaines opinions. L’âme du journalisme, c’est de faire des reportages, de dire ce qu’on voit sur le terrain, de révéler ce que les gens veulent cacher, de faire rendre des comptes au pouvoir. Aujourd’hui, la plupart des grandes

marques médiatiques vendent un produit qui ne réussira jamais à être pris pour un reportage. Leur marchandise n’est qu’un prolongement de la propagande gouvernementale ou de la simple sténographie dans le meilleur des cas.

La situation est-elle désastreuse au point que les journalistes commencent à remettre en question leurs pairs, comme l’a fait *The Caravan*?

The Caravan a commencé à faire du “journalisme sur le journalisme” à partir de 2012. L’idée était de proposer un miroir pour refléter notre propre secteur d’activité. Aujourd’hui, quand des présentateurs d’un certain groupe de chaînes de télévision, brisant leurs propres codes, organisent ensemble des débats télévisés, au cours desquels ils crachent un venin à des fins politiques précises, au point d’être étiquetés politiquement, il est important d’analyser pourquoi on en est arrivés là. Le fait d’être divisés en antigouvernementaux et pro-gouvernementaux est très mauvais pour les médias, car ce genre de situation binaire, c’est précisément ce que veulent créer les hommes au pouvoir.

Le journalisme ne se réduit-il pas de plus en plus au commentaire plutôt qu’au reportage?

Oui, je pense que tout a commencé vers 2008, lorsque les médias indiens, en particulier la télévision, ont été touchés par une crise financière. Les chaînes d’information en continu se sont retrouvées dans l’obligation de combler le temps d’antenne malgré la réduction de leurs équipes d’investigation. En conséquence, les reportages sur le terrain et les journaux en direct ont été remplacés par des tables rondes présentées comme du journalisme. J’ai beaucoup de mal à accepter que le commentaire prenne le pas sur le vrai reportage, car, ce faisant, on prive les citoyens de leur droit de savoir. Il suffit de deux ou trois anecdotes pour faire un commentaire, alors qu’il y a des centaines de sujets urgents à traiter dans toute l’Inde. Ce qui n’était au départ qu’une tentative de réduction des coûts s’est finalement transformé en un stratagème pour priver les gens de reportages nuancés en leur proposant de se divertir avec des débats où règne la foire d’empoigne, au cours desquels les journalistes sont systématiquement empêchés de poser des questions délicates. Les hommes politiques russes souhaitent toujours avoir une population qui se contente de débattre des quelques questions qu’ils lui proposent. Ils veulent décider du programme des médias, et les journalistes indiens ont renoncé au pouvoir du journalisme pour s’abaisser à élaborer leur programme avec eux.

—Propos recueillis par Puneet Nicholas Yadav

Publié le 20 février

Doit-on parler de pogrom?

●●● Quarante-sept morts, des centaines de blessés : c’est le bilan, au 2 mars, des trois jours d’émeutes qui ont eu lieu entre les 24 et 27 février, dans les quartiers musulmans du nord-est de la capitale indienne, Delhi. Des maisons, des magasins, mais aussi quatre mosquées ont été incendiés. Les victimes sont en grande majorité des musulmans tués par balle. Alors que la situation sur le terrain reste tendue, on a pu voir de nombreux résidents encerclés de paquets quitter les lieux. L’opposition demande la démission du ministre de l’Intérieur, Amit Shah, et exige un débat parlementaire. Pendant ce temps, la presse indienne débat pour savoir si l’on doit parler de pogroms, à l’opposé de simples “violences intercommunautaires”. La ministre en chef du Bengale-Occidental, Mamata Banerjee, a pour sa part affirmé que les violences étaient “un génocide soutenu par l’État” et a accusé le gouvernement BJP d’être en train de fomenter

ce genre d’émeutes “à l’image des émeutes du Gujarat”, selon le **Times of India**. Celles-ci avaient fait près de 2 000 morts en 2002 dans cet État alors dirigé par Narendra Modi. “Il importe de savoir comment nous caractérisons les violences de Delhi”, écrit dans l’**Indian Express** Ashutosh Varshney, directeur du Centre sur l’Asie du Sud contemporaine, à la Brown University de Rhode Island, aux États-Unis, et auteur d’une base de données sur ce thème. Car “s’il s’agit d’un pogrom à Delhi, et que cela resurgit ailleurs, soyons certains que les victimes seront horriblement démunies. Tous ceux qui sont attachés à une Inde pluraliste doivent s’attendre aux pires éventualités.” Or, selon l’auteur, le pogrom est “un type particulier d’émeute où la police, au lieu d’agir de manière neutre pour la faire cesser, regarde les foules s’en prendre à des minorités, et prête même la main à ces violences”. Pour lui, la situation répond bien à cette définition.

DÉCAPANT. SOCIAL. PERTINENT. BOULEVERSANT.

Official Selection
tiff
Toronto International Film Festival 2019

MEILLEURE ACTRICE
RIO DE JANEIRO 2019

MEILLEURE ACTRICE
ANJALYA 2019

MEILLEUR MONTAGE
LA HAVANE 2019

REGINA CASÉ
LA RÉVÉLATION DE
UNE SECONDE MÈRE

ROGÉRIO FRÓES

OTÁVIO MÜLLER

GISELE FRÓES

TROIS ÉTÉS

REPUBLICA PÚBLICA FILMES
ET GLÓBOS FILMS PRÉSENTENT
DISTRIBUÉ PAR GLÓBOS FILMS,
TELECOM ET CANAL BRAZIL

UN FILM DE SANDRA KOGUT

m2
GlobeLion
Entertainment
France 3
France 5
France Culture

AU CINÉMA LE 11 MARS

FEMMES